

1 semaine SANS Fonction Publique du 27 au 31 Mai 2019

APPEL À LA MOBILISATION

Depuis plusieurs années les agents territoriaux subissent de plein fouet les réformes territoriales successives qui ont conduit à la mutualisation des services, la remise en cause du temps et des conditions de travail, à la mobilité forcée et à la remise en cause de nombreux acquis locaux.

Plus récemment le pacte financier Etat/Collectivités, en imposant une limitation des dépenses de fonctionnement à 1,2% par an, a étranglé les collectivités et engendré des milliers de suppressions de postes.

Maintenant, c'est aux fondements de la fonction publique que le gouvernement entend s'attaquer par sa loi « transformation de la Fonction Publique ».

L'intersyndicale réunie le 10 mai a décidé de combattre les projets de loi qui vont détruire la fonction publique et les statuts des personnels.

C'est pourquoi, elle a programmé une semaine de grève et d'actions de blocage de l'économie du 27 au 31 Mai 2019 pour exiger du gouvernement l'abandon des projets de loi et le retour à une négociation sur la base de nos revendications. Nous ne pouvons accepter la suppression de 120.000 postes, et nous exigeons également l'augmentation de nos salaires.

Force Ouvrière appelle tous les agents de la fonction publique territoriale à se mobiliser pour combattre, entres autres :

- La remise en cause des accords sur le temps de travail ;
- La systématisation de la contractualisation dans les communes de moins de 1000 habitants ;
- L'individualisation de la rémunération ;
- L'accélération des mutualisations de services dans le cadre des réformes territoriales ;
- La fusion des instances du personnel ;
- Le transfert autoritaire des fonctionnaires et agents vers le secteur privé ;
- Les attaques contre notre régime de retraite (CNRACL) et l'ensemble des régimes particuliers.

Cette contestation doit se concrétiser par des actions de blocages de l'économie, l'interpellation des députés, ou toutes autres initiatives que vous jugerez adéquates. Nous invitons tous nos syndicats engagés dans des actions locales, à se saisir de cette semaine pour faire entendre nos légitimes revendications. Chaque agent est concerné, chaque agent a la possibilité, en se joignant à ces actions de faire plier le gouvernement.

La journée du 28 Mai aura une teneur particulière, les députés auront à voter la loi de transformation de la fonction publique. L'intersyndicale ne s'interdit pas une action spécifique ce jour.

Tous ensemble pour obtenir satisfaction de nos revendications. Nous ne lâcherons rien !!

Paris, le 20 mai 2019